



Paris, le 29 septembre 2010

Aux Conseillers fédéraux  
Aux Présidents, Secrétaires et Trésoriers  
des Unions départementales.

Réf. : JML-MD/L.114-2010

## COMMUNIQUÉ

La Fédération des DDEEN tient à protester contre les nouvelles mesures qui frappent l'Éducation nationale.

Après la suppression de 13 000 postes en 2009 et de 16 000 en 2010, portant l'effectif global des enseignants à 964 000, ce sont encore 16 000 postes en moins que prévoit le budget 2011 par application d'une règle devenant absurde : non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite. Les dommages sont et deviendront considérables : augmentation du nombre d'élèves par classe, baisse du taux de scolarisation des moins de 3 ans, réduction des remplacements, désorganisation des réseaux d'aide spécialisée aux enfants en difficulté.

Dès la rentrée, les nouveaux enseignants reçus aux concours de recrutement, sont mis devant des élèves sans avoir eu de formation professionnelle. Leurs prédécesseurs avaient une année de formation en alternance. Il s'agit, en fait, de la disparition déguisée de 16 000 postes supplémentaires. Il est aberrant que la formation professionnelle à un métier difficile soit ainsi supprimée. Une série de films ou de vidéo et 6 modules de formation d'une semaine en cours d'année ne vont pas aider convenablement ces nouveaux enseignants. Combien d'instituts privés ont profité, ou profitent encore de leur désarroi pour placer leur « marchandise » ?

Cette attaque du service public d'enseignement, de la part même de ceux qui devraient le promouvoir, devient intolérable.

Le président  
Jean-Michel Lemuet

Le secrétaire général  
Maurice Ducasse